

À L’AFFICHE

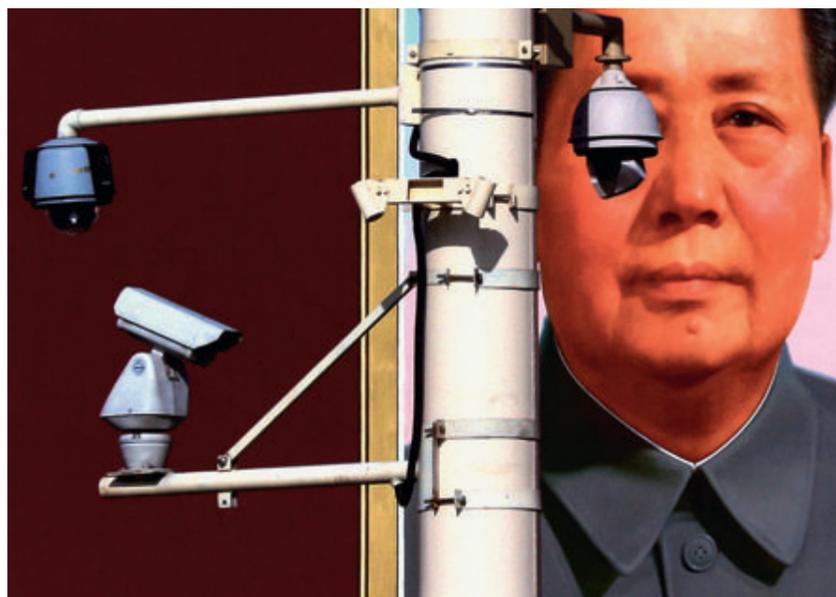
Par Jean-Pierre Cabestan

Le virus du Pouvoir

Partie de Chine, la pandémie de Covid a permis au Parti communiste et à Xi Jinping de renforcer leur pouvoir dans des proportions sans précédent. La Chine s’impose désormais comme le rival des Etats-Unis dans la course à la superpuissance.

En ce début d’année 2022, le gouvernement chinois a de fortes raisons d’être satisfait. Il a mieux contrôlé la pandémie de la Covid-19 que tout autre pays. Après un ralentissement modéré, sa croissance économique reste au-dessus de la moyenne. Quant au Parti communiste, l’organisation tentaculaire qui préside aux destinées de la République populaire depuis 1949, et à son chef suprême, Xi Jinping, ils sont plus puissants que jamais : à l’intérieur des frontières du pays, y compris au Xinjiang et à Hong Kong, mais aussi à l’extérieur, la Chine ne faisant plus l’objet d’une réelle opposition que de la part d’un groupe affaibli de pays du Nord (Etats-Unis, Union européenne et Japon en particulier).

Toutefois, le tableau n’est sans doute pas aussi splendide que voudraient le laisser croire les services de propagande du PC chinois. On peut se demander combien de temps la politique dite de « zéro Covid » pourra tenir alors que le variant Omicron se répand comme une traînée de poudre. L’économie chinoise affronte par ailleurs un certain nombre de difficultés, en particulier dans le secteur immobilier, aggravées par l’endettement des gouvernements locaux. Enfin, Washington, Bruxelles, mais aussi Tokyo et Canberra, sont très remontés contre Pékin sur les droits de l’homme et sur les questions commerciales, mais aussi en raison des menaces que la Chine fait peser



sur Taïwan, la mer de Chine du Sud ou les Senkaku (Diaoyu), ces îlots administrés par le Japon mais revendiqués par le gouvernement chinois depuis une cinquantaine d’années. De telle sorte que l’on peut se demander si Xi Jinping ne risque pas de tomber dans le fameux « piège de Thucydide », conceptualisé par le géopoliticien Graham Allison en 2017, selon lequel la puissance ascendante sera tôt ou tard amenée à entrer en conflit avec la puissance établie que sont les Etats-Unis et à rejouer, par

là, le conflit qui opposa au Ve siècle av. J.-C. Athènes à Sparte lors de la guerre du Péloponnèse. Bref, de nombreuses incertitudes planent sur 2022, à la mesure de l’avenir incertain de la pandémie.

LE RENFORCEMENT DU CONTRÔLE SOCIAL

Parce qu’il a fait d’abord irruption en Chine, à Wuhan, à la fin de 2019 avant de se transformer en pandémie dans les premiers mois de 2020, le coronavirus de la

Covid-19 aurait pu provoquer une crise économique mais aussi sociale, voire politique sans précédent dans le pays. Cela n’a pas été le cas, grâce au Parti et, d’aucuns diront dans la République populaire d’aujourd’hui, grâce à Xi Jinping lui-même et à la puissance de sa « pensée », une pensée désormais dispensée dans toutes les écoles du pays.

Après avoir cherché à masquer les choses, à minimiser la gravité de l’épidémie et à dissuader l’Organisation mondiale de la santé de déclencher l’alerte générale, le 23 janvier 2020, le PC a repris les choses en main par la voix de Xi : un cordon sanitaire était imposé autour de Wuhan ; chaque localité était appelée à se protéger. Depuis lors, la diffusion de la maladie a été entravée par la mise en place du contrôle social dont la Chine communiste a fait sa marque propre : les allées et venues de tout résident sont soumises au « feu vert » – c’est le cas de le dire – d’un code QR tricolore (vert, orange et rouge) fourni par le gouvernement et que chacun doit télécharger sur sa tablette portable ; seuls ceux qui sont dotés d’un code QR vert ont le droit de se déplacer, les autres sont soumis à une quarantaine plus ou moins stricte.

Il y a bien eu quelques protestations et voix dissonantes, notamment celle de Fang Fang, une femme écrivain, qui a pris l’initiative d’écrire un « journal de Wuhan » pour évoquer les difficultés et les drames du confinement dans cette ville, la première touchée par la pandémie, et de le poster sur la Toile. Mais elles ont été rapidement muselées par l’omnipotent Parti.

L’ŒIL DE PÉKIN Page de gauche : des caméras de surveillance devant le portrait monumental de Mao, installé sur la place Tian’anmen, à Pékin. Omniprésentes, les caméras de reconnaissance faciale sont désormais aussi utilisées spécifiquement pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid. Ci-contre : secrétaire général du Parti communiste chinois depuis novembre 2012 et président de la République populaire de Chine depuis mars 2013, Xi Jinping est aujourd’hui plus puissant que jamais.





COURSE À LA CROISSANCE Ci-dessus : fabrication de masques dans une usine de matériel médical du parc industriel intégré du comté de Moyu à Hotan, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine). Page de droite, à droite : fabrication de blouses chirurgicales dans un atelier de Foshan, dans la province du Guangdong (Chine méridionale). Ci-contre : des véhicules sanitaires pulvérisant du désinfectant dans les rues du district de Jianxi, dans la province du Henan (centre-est de la Chine), en août 2021.



Le quadrillage du pays et surtout des zones urbaines (65 % de la population) par les organisations de base du PC, ainsi que la mobilisation de la piétaille du Parti (95 millions de membres), appelée à surveiller les entrées et les sorties de chaque résidence, ont beaucoup aidé. De même que les caméras de surveillance, omniprésentes, et le fameux « crédit social », ce système géré par le gouvernement qui distribue bons et mauvais points aux citoyens en fonction de leur comportement sur le plan professionnel comme privé, ou dans les lieux publics. Ainsi, ceux qui ne paient pas leurs dettes ou leurs impôts, se comportent mal en public ou négligent leurs parents peuvent faire l'objet de sanctions, comme l'interdiction de prendre l'avion ou le train. Au contraire, les « citoyens modèles » bénéficieront d'avantages (meilleur taux bancaire, réservation d'une chambre d'hôtel sans verser de caution) ou de rabais sur certaines dépenses (électricité).

Plus préoccupée par sa sécurité sanitaire que par la protection de ses libertés individuelles, la société chinoise a, dans l'ensemble, obtempéré aux mesures de confinement imposées par les autorités. Le résultat est là : officiellement, au 13 janvier 2022,

la Chine n'aurait enregistré que 116 641 cas de coronavirus et déploré seulement 4 849 morts. Il est probable que ces chiffres sous-estiment très largement la réalité, car on sait que les médecins et les hôpitaux ont reçu pour instruction de répertorier au minimum les cas de Covid-19 : au contraire de ce qui se passe notamment en France, tout décès dû à plusieurs causes dont la Covid n'apparaît pas dans les statistiques. Force est cependant de constater que le haut niveau d'encadrement et donc de surveillance de la population a aidé la Chine à afficher un bilan qui, même s'il est décuplé par certaines études extérieures, reste impressionnant au regard de la taille de la population (la France, vingt fois moins peuplée, comptait au même moment près de 11 millions de cas et 125 000 morts).

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION

Le rôle incontournable de l'Etat, ou plutôt du Parti-Etat, dans l'économie chinoise a aussi permis à celle-ci de mieux encaisser les contrecoups de la pandémie et de redémarrer avant les autres. On le sait, la Chine a connu un fort ralentissement en 2020 : 2,2 % de croissance au lieu de 6 % l'année

précédente. Mais en 2021, son économie est repartie de plus belle : + 8 % d'après les estimations les plus récentes. Après avoir connu une faible augmentation en 2020 (+ 3,7 %), les exportations chinoises ont crû de près de 30 % en 2021 et l'excédent commercial dans les mêmes proportions. Signe d'une volonté du Parti de contrôler plus étroitement le secteur privé, les mesures antitrust prises depuis la fin 2020 contre Alibaba et Tencent n'ont pas empêché ces géants de l'Internet et des achats en ligne (Alipay et Taobao pour Alibaba, WeChat et jeux vidéo pour Tencent) de poursuivre leur expansion tout en ouvrant le marché à d'autres acteurs, et donc d'introduire plus de concurrence et de forces d'innovation dans le secteur. L'épargne des ménages reste très importante (34 % du PIB) et les réserves en devises ont continué de croître pour atteindre 3 250 milliards de dollars en décembre 2021.

La pandémie n'a pas non plus empêché la Chine de continuer de se moderniser et d'innover. Aujourd'hui, la moitié des voitures

électriques au monde circulent en Chine. Déjà dominant en 2018 (84 % de la population l'utilisait), le paiement en ligne est devenu universel, propulsé par Tencent (WeChat) et Alibaba (Alipay) grâce à l'appui de l'Etat, qui, tout en cherchant à réguler ces firmes, ne les a pas affaiblies. Dans de nombreux domaines, la Chine est désormais un concurrent sérieux des Etats-Unis et des autres pays développés. Si elle est encore en retard dans certains secteurs comme les moteurs d'avion, elle prend de l'avance dans d'autres, par exemple l'intelligence artificielle ou les missiles hypersoniques.

Il est clair que l'économie chinoise affronte un certain nombre de difficultés. Le secteur immobilier est en crise, l'exemple le plus souvent cité étant celui du groupe Evergrande, qui accuse une dette de 300 milliards de dollars américains. La consommation reste en berne, les ménages préférant épargner pour être en mesure de faire face à de futures dépenses d'éducation ou de santé, ou, la retraite arrivée, d'éventuelles dépenses de vie quotidienne. Par

conséquent, l'économie peine à changer de modèle de croissance et à substituer aux exportations une augmentation de la consommation intérieure ; bref, à introduire la politique dite de « double circulation » promue par Xi. Mais ces difficultés ne sont pas dues à la pandémie et, décidée sans doute à un moment inopportun – en pleine crise sanitaire –, la réforme du secteur immobilier et en particulier l'introduction progressive d'une taxe foncière destinée à stabiliser le prix des appartements étaient attendues depuis longtemps, tant l'accès à la propriété est devenu un rêve inabordable pour une majorité de Chinois.

De même, on parle beaucoup de l'endettement préoccupant des gouvernements locaux, qui ont en effet financé de nombreux projets d'infrastructure ou immobiliers à l'aide de « véhicules financiers » devenus fragiles ou même insolubles. Mais le gouvernement central a les moyens de venir en aide à ceux-ci comme aux groupes immobiliers les plus exposés, en leur imposant en contrepartie une restructuration

ou même un démantèlement. Ajoutons à cela que la dette de l'Etat chinois (69 % du PIB) reste bien inférieure à celle de nombreux pays ; elle est en outre avant tout intérieure et financée, on l'a vu, par une épargne impressionnante. Enfin, le fossé entre le PIB chinois (17 000 milliards de dollars en 2021) et l'américain (23 000 milliards) se réduit rapidement, tandis qu'en parité de pouvoir d'achat, le PIB chinois (27 000 milliards en 2021) est déjà supérieur à l'américain (23 000 milliards) depuis au moins 2014. La Chine devrait donc voir la taille nominale de son économie dépasser celle des Etats-Unis autour de 2030, ou même avant.

UNE INTRAITABLE DICTATURE

Toutes ces évolutions et ces données ne peuvent que conforter le Parti communiste et son numéro un, Xi Jinping. Comme on a pu le constater, la pandémie a été favorable à l'un comme à l'autre. Qui oserait à présent contester l'autorité du PC ? Celui-ci reste la voie royale pour tous les ambitieux assoiffés de promotion sociale. Avec l'aide des services de sécurité, il a réduit au silence la dissidence. Il a éliminé toute activité « terroriste » au Xinjiang, contraignant plus d'un million de Ouïghours, la principale minorité musulmane de la région, à suivre une formation professionnelle plus ou moins longue dans des camps



de détention. Il a aussi maté toute velléité politique libérale ou autonomiste à Hong Kong, où la pandémie a facilité l'introduction, en juin 2020, de la loi sur la sécurité nationale, appliquée depuis lors de façon sourcilieuse et arbitraire.

Après être parvenu, sous des motifs juridiques fallacieux et par l'intermédiaire de son bureau de liaison à Hong Kong et du gouvernement local, à décapiter les partis démocrates et à jeter en prison leurs principaux responsables ainsi que de nombreux activistes (environ 150 d'entre eux ont été arrêtés et une cinquantaine sont encore en détention), le pouvoir chinois a introduit une réforme électorale qui n'autorise que les « patriotes », c'est-à-dire les candidats acceptables aux yeux du PC et qui s'abstiennent de critiquer sa dictature, à concourir à l'élection du Conseil législatif, le Parlement de Hong Kong. Ayant réduit des trois quarts le nombre de députés élus par les électeurs (20 sur 90), le nouveau mode de scrutin, testé le 19 décembre 2021, n'est plus que très superficiellement concurrentiel. Et le PC a entrepris avec succès de mettre sous tutelle la société civile hongkongaise.

Sur le plan extérieur, la même assurance prévaut. La Chine a tiré parti de la pandémie

pour s'afficher comme le principal donateur de masques et d'équipements de protection, puis de vaccins, non seulement dans les pays du Sud, notamment en Afrique, mais aussi dans les pays du Nord ouverts à ses largesses (la Hongrie, la Serbie et de nombreux autres). Le tout en dépit de données statistiques qui relativisent à bien des égards la générosité de Pékin : la plupart des vaccins chinois sont en effet vendus et non donnés (à ce jour, 1,65 milliard contre 147 millions). En outre, bien que l'Occident ait protesté contre les atteintes du pouvoir chinois aux droits de l'homme en particulier au Xinjiang et à Hong Kong, celui-ci est parvenu à mobiliser un plus grand nombre de gouvernements qui lui sont redevables – y compris de pays du Sud, musulmans ou démocratiques – pour endosser des résolutions de l'ONU ou des déclarations communes qui lui sont favorables. Bref, sur le plan international, la Chine est sortie de la pandémie moins isolée que beaucoup ne le croient.

Quant à Xi, il sort manifestement renforcé de l'épreuve. Il a continué à accumuler du pouvoir et à affaiblir ses opposants éventuels, notamment au sein des services de sécurité, auxquels il fait une confiance limitée. Le 6^e plénum du Comité central du

Parti, tenu en novembre 2021, l'a célébré, le couronnant premier responsable de toutes les « réalisations » du socialisme chinois au cours de « l'ère nouvelle », celle qu'il a ouverte en 2012. Et il se trouve plus qu'en « pole position », aucun autre candidat n'étant évidemment en lice, pour se succéder à lui-même lors du XX^e congrès du PC chinois, qui devrait se tenir à l'automne 2022. On pense que le Parti compte encore quelques « râleurs » hostiles à cette concentration excessive de



pouvoir entre les mains d'un seul homme, inquiets de voir le mandat de Xi se perpétuer en contravention aux préceptes introduits par Deng Xiaoping après la Révolution culturelle (direction collective, interdiction du culte de la personnalité, mandats limités dans le temps) et désireux de relancer des réformes économiques et politiques suspendues depuis trop longtemps, en dépit des démentis officiels. Mais dans l'ensemble, la nomenklatura du Parti comme ses membres ordinaires se sont adaptés aux nouvelles règles du jeu, imposées par Xi et ses thuriféraires. A telle enseigne qu'il est devenu impossible, pour un officiel chinois, de prononcer un discours sans évoquer la « pensée de Xi », quel que soit le sujet abordé.

UNE SUCCESSION DÉLICATE

Ce faisant, la Chine de Xi se rapproche de la Corée du Nord de Kim Jong-un, ce qui pourrait à terme lui jouer des tours et à Xi aussi. Tout d'abord, Xi n'est pas éternel. Il ne semble guère pressé de préparer sa succession, mais celle-ci surviendra tôt ou tard. Et comme le PC ne peut par définition institutionnaliser celle-ci, c'est-à-dire introduire des règles transparentes et contraignantes de sélection de ses responsables, il y aura une lutte pour le pouvoir et une nouvelle répartition de la richesse accumulée par les kleptocrates du Parti. Car, comme l'ont montré les révélations du *New York Times*, de *Bloomberg* et de témoignages plus récents, en dépit de la campagne lancée depuis 2013 par Xi contre la corruption, la plupart des grandes familles de dirigeants du PC, y compris la sienne, ont accumulé d'importantes fortunes grâce à leur accès privilégié aux relations personnelles, aux crédits et à l'information. Si l'on peut espérer que la succession de Xi, quand elle aura lieu, restera feutrée et rapide, il est difficile de le garantir.

Une mise en difficulté de Xi avant tout départ à la retraite est plus improbable, compte tenu des moyens dont il dispose pour surveiller les autres membres de la direction du PC. Par exemple, deux membres du Bureau politique, c'est-à-dire de la direction du Parti (aujourd'hui vingt-cinq membres), n'ont pas le droit d'avoir de



RÉPRESSION Ci-dessus : un agent de sécurité surveillant depuis une tour de garde les alentours d'un centre de détention dans le comté de Yarkand (région autonome ouïghoure du Xinjiang), en mars 2021. Depuis le début des années 2010, le Parti communiste chinois mène une politique de type génocidaire contre les Ouïghours, un peuple turcophone majoritairement musulman : travail forcé, internement dans des camps de « rééducation » (ci-dessous, des détenus dans un camp d'éducation politique du comté de Lop, dans le Xinjiang, photo publiée par une agence gouvernementale sur l'un des médias sociaux officiels en avril 2017), stérilisation des femmes... Page de gauche, en bas : au milieu de banderoles demandant la libération des prisonniers politiques, un activiste prodémocratie brandit un panneau avec les portraits de certains des démocrates dont le procès se déroule dans le tribunal de West Kowloon, à Hong Kong, le 1^{er} mars 2021. Page de gauche, en haut : expérience immersive à la foire d'art contemporain Digital Art Fair Asia, à Hong Kong.



communications directes et sont de toute façon sur écoute. En conséquence, toute tentative de complot a de fortes chances d'être tuée dans l'œuf. Cependant, plusieurs orientations politiques importantes restent contestées, y compris au sommet du Parti, qui pourraient obliger Xi et sa faction à faire des concessions. Et la pandémie a approfondi ces divisions.

La première pomme de discorde a trait aux réformes économiques et à la place du secteur privé, principale source de croissance, d'emplois et d'innovation.

La seconde concerne la reprise en main idéologique et le niveau de surveillance de la population. Le retour à un maoïsme larvé est mal accueilli non seulement par les élites intellectuelles mais par nombre



de décideurs économiques. La protection de la vie privée est devenue un sujet de préoccupation, en particulier au sein des classes moyennes relativement aisées des villes chinoises.

De plus, l'offensive à grande échelle lancée contre la « démocratie occidentale », associée à une plus rugueuse affirmation de puissance sur le plan international – la désormais fameuse « diplomatie du loup guerrier » –, si elle satisfait les nationalistes chinois, n'est pas du goût de tous au sein de la direction chinoise tant elle a directement contribué à une détérioration sans précédent des relations avec les pays développés, qui restent aujourd'hui encore les principaux partenaires économiques de la Chine. Bien que les acteurs économiques et financiers occidentaux – J.P. Morgan, Goldman Sachs, Crédit Suisse, Amundi, etc. – continuent d'investir en Chine et donc de parier sur son avenir, ils sont moins disposés à y transférer leurs technologies. De même, les entreprises chinoises peuvent moins facilement acquérir les entreprises américaines ou européennes dotées de technologies avancées. Et surtout, l'intensification, en pleine pandémie, des gesticulations de l'Armée populaire de libération (APL) dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine méridionale n'ont pu qu'alimenter la confrontation géostratégique avec les Etats-Unis et ses alliés en Indo-Pacifique (Japon, Inde et Australie, c'est-à-dire les membres du Quad,

le dialogue de sécurité dans la zone). De telle sorte que l'on peut se demander si nous ne sommes pas entrés dans une nouvelle guerre froide, cette fois-ci non plus américano-soviétique mais américano-chinoise, et si les risques sinon de guerre chaude, du moins de crise militaire entre Pékin et Washington, n'ont pas augmenté.

LE PIÈGE DE THUCYDIDE

Nombre de décideurs chinois sont conscients de ces risques, c'est-à-dire de l'inquiétante perspective du « piège de

Thucydide ». Certes, ils savent que leur outil militaire s'est modernisé et s'est renforcé : aujourd'hui, l'APL dispose de la plus vaste flotte au monde en nombre de bateaux (360 contre 297 pour l'US Navy), même si la flotte américaine reste plus importante en tonnage (4,6 millions de tonnes contre 2 millions) ; elle a démontré une plus grande capacité à projeter ses forces au-delà des frontières du pays ; elle s'est aussi dotée d'armements bien plus difficiles à neutraliser comme les missiles hypersoniques et les armes lasers ou électromagnétiques. Pour autant, l'APL est-elle vraiment capable d'affronter les Etats-Unis ? Prendra-t-elle le risque de se lancer dans un conflit, par exemple autour de Taïwan, qui pourrait à tout moment se nucléariser ? Le nombre de ses ogives nucléaires est appelé à tripler dans les années qui viennent pour atteindre le millier en 2030, mais cette quantité reste bien inférieure au dispositif stratégique américain (plus de 4 000 têtes nucléaires). Et quelle expérience de la guerre l'APL a-t-elle ? Autant de données qui invitent la Chine de Xi à une certaine prudence, tout en se préparant mieux à gérer toute crise future.

Par ailleurs, il est clair qu'on ne s'oriente pas vers un découplage entre les économies chinoise et occidentales. La pandémie a certes favorisé une réorganisation des chaînes de valeur, rapprochant les



EN BON ORDRE Page de gauche, en haut : l'application de propagande Xuexi qiangguo (« étudier pour rendre la Chine forte ») servirait à espionner ses utilisateurs. En bas : des codes QR pour les services de paiement numérique e-CNY, UnionPay, Alipay et WeChat, sur un marché aux légumes de Shanghai. Ci-dessus : des soldats de l'Armée populaire de libération se préparant pour le défilé célébrant les 90 ans de la création de l'APL en 1927.

fournisseurs des lieux de production ou de consommation, et contribuant à réduire la dépendance occidentale du marché chinois. A plus court terme, il devient cependant chaque jour plus évident que la stratégie dite du « zéro Covid », encore défendue par Xi, n'est pas durable, surtout depuis l'irruption d'Omicron, un variant moins mortel mais plus facilement transmissible. Or cette stratégie a directement contribué à gripper les relations entre la Chine et le reste du monde : ni son président, Xi, ni son Premier ministre, Li Keqiang, n'ont quitté le pays depuis février 2020, communiquant par visioconférence.

Plus largement, la Chine n'est pas la seule à sortir de la pandémie. En dépit d'Omicron, les Etats-Unis (+ 5,4 %) et dans une moindre mesure l'Europe (+ 4,2 %) voient leur économie redémarrer. En revanche, les prévisions pour la Chine sont devenues plus réservées : + 4,3 % de croissance en 2022, justement du fait d'Omicron. Et le reste du monde a repris

ses communications humaines là où la Chine et une grande partie de l'Asie orientale (Japon, Corée, Taïwan) continuent d'y faire obstacle. Surtout, la Covid-19 a persuadé de deux choses Washington et ses alliés : d'une part que la fermeture des frontières n'a pas bridé les ambitions internationales de Pékin ; de l'autre qu'il est plus que temps de se mettre en ordre de bataille pour empêcher la République populaire de devenir, sinon la première économie mondiale – ce qui deviendra une réalité vers la fin de la décennie –, du moins une puissance diplomatique et militaire capable d'imposer ses normes au reste de la planète.

Directeur de recherche au CNRS, chercheur associé à Asia Centre (Paris), Jean-Pierre Cabestan est spécialiste du droit et des institutions

du monde chinois contemporain. Son dernier livre, *Demain la Chine : guerre ou paix ?* (Gallimard), est paru en septembre 2021.

À LIRE de Jean-Pierre Cabestan



Demain la Chine : guerre ou paix ?
Gallimard
« La Suite des temps »
288 pages
22 €